

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : AMR 25/005/2009 – ÉFAI

30 avril 2009

AU 115/09 Harcèlement

CUBA Edgard López Moreno (h)

Edgard López Moreno s'est vu accorder le statut de réfugié par le gouvernement américain en février 2007 mais les autorités cubaines ont refusé à plusieurs reprises de lui délivrer un visa de sortie. Depuis le 14 avril, il observe une grève de la faim en signe de protestation. Sa femme s'est vu accorder le statut de réfugiée en même temps que lui et a obtenu un visa de sortie en 2007. Elle vit actuellement aux États-Unis, tout comme les frères d'Edgard López Moreno et d'autres membres de la famille.

Bien qu'il ait rempli toutes les conditions administratives exigées par les autorités cubaines chargées des migrations, Edgard López Moreno a été arbitrairement privé du droit de quitter Cuba. Il a déclaré à Amnesty International que la dernière fois qu'il avait effectué une demande de visa, en janvier 2009, le bureau des migrations où il l'avait déposée lui avait indiqué que la Sûreté de l'État s'opposait à l'émission de ce document.

Edgard López Moreno pense être traité de cette manière en raison de ses activités de président de la Coalition Marti de la jeunesse, une organisation en faveur de la démocratie qu'il a cofondée en 2005.

Au cours des deux années pendant lesquelles il a tenté de quitter Cuba, Edgard López Moreno a été convoqué à plusieurs reprises dans les locaux de la Sûreté de l'État. Là, on lui a expliqué qu'il devait cesser ses activités politiques et abandonner la présidence de la Coalition Marti de la jeunesse s'il voulait obtenir un jour un visa de sortie.

Les 18 et 19 avril, des agents de la Sûreté de l'État se sont postés à proximité du domicile d'Edgard López Moreno, ont intercepté toutes les personnes qui tentaient de lui rendre visite et les ont arrêtées. Le 25 avril, deux agents de la Sûreté de l'État se sont rendus à son domicile et lui ont indiqué que, s'il mettait un terme à sa grève de la faim et gardait le silence, il obtiendrait un visa de sortie d'ici au mois de juillet, mais s'il continuait à protester, il ne serait jamais autorisé à quitter Cuba. Il n'a pas tenu compte de cet avertissement et, le 27 avril, il a formé un recours contre le rejet de sa dernière demande de visa. Des dizaines de Cubains l'ont signé afin de manifester leur solidarité.

La femme d'Edgard López Moreno, Rufina Velásquez González, a été arrêtée en 2007 avec ses parents parce qu'ils avaient défilé sur les 950 kilomètres séparant Santiago de Cuba de La Havane en réclamant que leurs droits fondamentaux soient respectés. Rufina Velásquez González et sa mère ont ensuite été libérées mais son père, journaliste indépendant, purge actuellement une peine de trois ans d'emprisonnement pour une infraction qualifiée à Cuba de « *dangerosité sociale* » en raison de sa participation à cette marche pacifique.

Le refus de délivrer à Edgard López Moreno un visa de sortie viole non seulement le droit universellement reconnu de quitter son propre pays mais constitue aussi une mesure punitive injustifiée dans le cadre de l'exercice pacifique du droit à la liberté d'expression et d'association.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Le gouvernement cubain utilise le refus de délivrer un visa de sortie comme mesure punitive à l'encontre des détracteurs du gouvernement et des dissidents, qui sont régulièrement privés de leur droit de quitter Cuba.

Toute personne exerçant pacifiquement son droit à la liberté d'expression, d'association et de réunion et remettant en question le gouvernement risque d'être privée du droit de circuler librement.

Les Cubains qui souhaitent se rendre à l'étranger doivent obtenir un visa de sortie appelé *tarjeta blanca* (carte blanche). Bien que Raúl Castro ait annoncé en 2008 que son gouvernement assouplirait les mesures restreignant les déplacements des citoyens cubains, la situation n'a pas changé. Des journalistes indépendants, des défenseurs des droits humains et des opposants politiques ont été privés de leur droit de quitter Cuba. En 2008, le blogueur Yoani Sánchez n'a pas été autorisé à quitter Cuba pour recevoir le prix Ortega y Gasset 2008 pour le journalisme numérique. En 2005, des représentants d'un groupe constitué de proches et d'amis des 75 personnes incarcérées à la suite d'une vague de répression en mars 2003, les Dames en blanc, n'ont pas été autorisés à se déplacer pour recevoir le prix Sakharov de la liberté de pensée, décerné par le Parlement européen. Oswaldo Payá Sardiñas, l'un des dirigeants du projet Varela, s'est vu attribuer le prix Sakharov en 2002 mais n'a pas été autorisé à se rendre à Strasbourg pour le recevoir.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :

- demandez aux autorités de veiller à ce qu'Edgard López Moreno puisse exercer son droit de circuler librement, notamment en lui délivrant un visa de sortie et en lui permettant de quitter Cuba comme il le souhaite ;
- rappelez-leur que le droit de circuler librement est universellement reconnu en vertu de l'article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, dont Cuba est signataire ;
- dites-vous préoccupé quant aux mesures restreignant le droit de circuler librement qui sont actuellement imposées aux dissidents et aux journalistes indépendants, et exhortez les autorités à mettre fin à ces restrictions.

APPELS À :

Chef de l'État et du gouvernement :

Raúl Castro Ruz

Presidente

La Habana, Cuba

Fax : +53 7 8333085 (via le ministère des Affaires étrangères)

+1 2127791697 (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)

Courriers électroniques : cuba@un.int (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)

Formule d'appel : *Su Excelencia, / Excellence,*

Ministre de l'Intérieur :

General Abelardo Coloma Ibarra

Ministro del Interior y Prisiones

Ministerio del Interior, Plaza de la Revolución, La Habana, Cuba

Fax : +53 7 8333085 (via le ministère des Affaires étrangères)

+1 2127791697 (via la Mission de Cuba auprès des Nations unies)

Formule d'appel : *Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

Responsable du Département des migrations et des services aux étrangers :

Teniente Coronel Mario Augusto López Expósito

Jefe del Departamento de Migración, Dirección de Inmigración y Extranjería

3 y 22 Miramar, La Habana, Cuba

Formule d'appel : *Señor Teniente Coronel, / Monsieur,*

COPIES À :

Edgard López Moreno

401 No, 17 409 e/174 y 176

Rpto. Nueva Aurora, Stgo de las Vegas

Boyeros, C Habana, Cuba

aux représentants diplomatiques de Cuba dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 11 JUIN 2009, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.